

### **Où en est l'AECG**

La Commission a tenu une réunion du Comité de la politique commerciale (CPC) le 23 mai pour informer ses membres de l'état d'avancement des diverses négociations commerciales que l'UE est en train de mener. Un des accords de libre-échange (ALE) qui a le plus progressé est l'Accord économique et commercial global (AECG), au sujet duquel l'UE et le Canada sont parvenus à une entente politique en octobre dernier. Les deux parties ont déclaré qu'il ne reste qu'une poignée de questions à régler pour conclure l'accord et le présenter à leurs parlements pour ratification. Cependant, huit mois après la conclusion de l'accord politique, les pourparlers ne sont pas encore terminés.

À la réunion du CPC, la Commission a déclaré que « [traduction] nous réalisons des progrès réguliers sur les dernières questions en suspens, mais cela prend plus de temps que celui auquel on s'attendrait normalement pour telles négociations ». Parmi les questions qui sont encore sur la table de négociation, on trouve les services financiers, dont la Commission déclare que les contours du paquet commencent à se dessiner, en attendant des concessions supplémentaires que le Canada doit faire pour tenir ses engagements. Les deux côtés sont également en désaccord sur les services de collecte, à propos desquels la Commission a déclaré qu'une proposition de compromis se trouve sur la table, mais que le Canada ne l'a pas encore acceptée. La question touche les services de collecte entre Montréal et Halifax. La collecte est le processus par lequel des marchandises sont livrées à un port aux fins de leur réexpédition à une autre destination via un mode de transport différent.

Le Canada a demandé quelques exemptions aux questions liées aux droits de propriété intellectuelle (DPI). Ceci touche à la protection de l'investissement, à propos de laquelle l'UE déclare que la demande du Canada au sujet du règlement des différends investisseur-État (RDIE), « [traduction] risque de diluer ses engagements à l'égard des DPI ». L'Allemagne a déclaré à la Commission qu'elle doit veiller à la cohérence entre ce qui est convenu avec le Canada et ce qui sera vraisemblablement négocié avec les États-Unis dans le cadre du TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement).

L'UE a tenu des consultations au sujet de la promotion d'un nouveau règlement financier global traitant des questions de RDIE et pour savoir s'il devrait être inclus dans toutes les ALE de l'UE, et particulièrement le TTIP. Les résultats des consultations pourraient avoir des répercussions sur l'AECG, comme le pensent certains États membres, et par conséquent, ils insistent pour que l'on attende le résultat des consultations sur le RDIE avant de conclure un éventuel accord AECG.

Parmi les représentants qui ont formulé des préoccupations au sujet du RDIE, l'Allemagne a dit que la question créerait probablement des problèmes chez elle si l'accord AECG était présenté avant que les consultations sur le RDIE connexes au TTIP soient conclues. La Hongrie abonde dans ce sens, exhortant la Commission à aviser le Canada que le sujet est encore loin d'être une affaire conclue. Entre-temps, la Commission a indiqué qu'un compromis au sujet du RDIE semble imminent, « mais la confirmation finale est en suspens ». Elle a rappelé aux États membres que les consultations du TTIP sur le RDIE ont été lancées en prenant appui sur les dispositions de l'AECG et qu'elles seront probablement compatibles. Ceci étant dit, elle a exhorté les États membres à ne pas laisser l'AECG être pris en otage des consultations continues sur le RDIE.

Parmi d'autres questions qui sont cause de préoccupations figuraient les règles d'origine (RO), à propos desquelles l'image est toujours floue, d'après ce que déclarent la Pologne et la France. Cependant, le négociateur principal de l'UE, M. Mauro Petriccione, affirme qu'il ne reste « que deux détails techniques » à régler au sujet de « la dérogation d'origine pour les voitures et les textiles ».

L'Espagne, quant à elle, a demandé des renseignements détaillés sur la façon dont les contingents tarifaires (CT) pour le bœuf et le porc concédés au Canada seraient administrés. La question est considérée comme réglée selon divers observateurs, car le Canada a accepté d'abandonner la gestion du CT en mode de premier arrivé premier servi, laissant la porte ouverte à un mécanisme de permis. Sur ce point, la Commission a confirmé que l'administration du porc et du bœuf se fera « selon une approche classique fondée sur des permis », et que « le mécanisme relatif à la sous-utilisation » serait semblable à celui qui a été convenu à l'OMC.

La proposition sur l'administration des CT de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a été acceptée à Bali en décembre 2013, a essentiellement pour objet d'améliorer l'utilisation des mécanismes de CT. La partie du mécanisme relatif à la sous-utilisation de l'accord est destinée à faire en sorte que le CT atteigne un taux d'utilisation minimal de 65 %.

Lorsque les taux d'utilisation auront été inférieurs à 65 % pendant deux années consécutives, ou lorsqu'aucune notification n'aura été reçue pour deux années consécutives, le mécanisme déclenchera l'application d'un processus de consultation, avec la possibilité que le processus débouche en fin de compte sur un changement de la méthode administrative, notamment le passage au principe du premier arrivé, premier servi.

La Commission espérait terminer l'AECG en quelques jours. D'aucuns espéraient que cela aurait pu se produire en marge de la réunion du G-7, le 4 juin, à laquelle le premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, était présent, ce qui donnait la chance aux dirigeants de l'UE et du Canada de régler leurs différences restantes. Cependant, à la fin de la réunion du G-7, des sources bien informées ont déclaré qu'on n'avait pas encore trouvé de solution aux problèmes susmentionnés. Entre-temps, la Commission a continué de déclarer avec insistance qu'elle souhaite terminer l'accord au cours des prochains jours. Cependant, des pays comme la Pologne et la Croatie réclament que « [Traduction] la substance prenne le pas sur la vitesse ». La plupart des États membres de l'UE ont demandé qu'on leur laisse suffisamment de temps pour examiner de près et évaluer le texte codifié avant qu'il soit ratifié.

« [Traduction] Bien que nous soyons maintenant concentrés, cela va sans dire, sur les quelques questions ouvertes et difficiles restantes, nous ne devrions pas perdre de vue le tableau d'ensemble. Nous avons parcouru un long chemin lors de cette négociation. Nous avons laissé dans notre sillage un ensemble excellent de nombreuses concessions précieuses qui font de ces accords l'un des plus ambitieux que nous ayons conclus jusqu'à présent », a rappelé la Commission à ses États membres.

Des sources déclarent que l'accord AECG pourrait être présenté aux États membres lors de la prochaine réunion du Conseil des affaires étrangères, qui ne devrait probablement pas se tenir avant la présidence italienne (le 1<sup>er</sup> juillet). Mais, en raison de la courte période qui reste avant le congé d'été, les observateurs pensent qu'un accord AECG complet devrait plus probablement être présenté aux États membres de l'UE l'automne prochain (le 19 septembre ou le 20 octobre).

### **Les dirigeants du PTP doivent se réunir au Canada**

La prochaine réunion des négociations du Partenariat transpacifique (PTP) devrait se dérouler à Vancouver du 3-12 juillet, d'affirmer des observateurs. Certains groupes de négociation, notamment celui de l'accès aux marchés, commenceront leur réunion dès le 3, mais les négociateurs principaux ne devraient les rejoindre que pendant la dernière partie de la semaine. La source déclare que les questions liées au texte seront prises dans le collimateur, ce qui laissera de côté les questions plus difficiles et politiquement sensibles pour une autre réunion.

Entre-temps, le 9 juin, la représentante au Commerce des États-Unis par intérim, M<sup>me</sup> Wendy Cutler, été l'ambassadeur du Japon à Washington, M. Takeo Mori, ont poursuivi leurs pourparlers bilatéraux, se concentrant cette fois-ci sur l'automobile. À la fin de la réunion, les deux côtés ont prétendu avoir réalisé des progrès sur un certain nombre de questions ayant trait au règlement des différends.

« Nous réalisons des progrès sur tous les fronts », a déclaré M. Mori aux journalistes après la réunion, s'empressant d'ajouter que les deux parties n'ont pas encore été capables de parvenir à un accord complet. Les pourparlers sur l'automobile devraient se poursuivre au Japon à la fin de juin ou au début de juillet, d'affirmer une source. Les États-Unis et le Japon doivent également reprendre leurs pourparlers bilatéraux sur l'agriculture avant la réunion de juillet des négociateurs principaux à Vancouver.

## Prochains événements

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 3-12 juillet, Vancouver (à confirmer)
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Conseil général de l'OMC, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Forum public de l'OMC 1<sup>er</sup> -3 octobre
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13 novembre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, Les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada

On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca/](http://www.chep-poic.ca/).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs laitiers  
du Canada



Chicken Farmers  
of Canada  
Les Producteurs de  
poulet du Canada

EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVEURS DE DINDON  
DU CANADA

Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada